

Trois transformations pour un soutien intégral aux enfants dans les situations d'urgence et de crise

Nos attentes à l'égard du Sommet sur la transformation de l'éducation



act:onaid



CAMPAGNA GLOBALE PER LA **EDUCAZIONE**
GCE - Italy

Campaña Mundial por la **EDUCACIÓN**
Coalición española www.cmo-espana.org



Childhood Education International



THE DELIA FOUNDATION



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación
Bildungsinternationale



GLOBAL CITIZEN

GLOBAL CAMPAIGN FOR **EDUCATION**
www.campaignforeducation.org

GLOBAL CAMPAIGN FOR **EDUCATION**
THE NETHERLANDS

GLOBAL CAMPAIGN FOR **EDUCATION**
UNITED STATES www.gce-us.org

GLOBALE **BILDUNGS-KAMPAGNE**



NEW **JPPPI** JARINGAN PEMANTAU PENDIDIKAN INDONESIA



She's the **first**



UNGEI UNITED NATIONS GIRLS' EDUCATION INITIATIVE



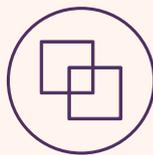
Souhaitez-vous la paix, la liberté, la sécurité et la stabilité économique ? Souhaitez-vous que les droits de l'homme soient respectés pour tous ? Voulez-vous la prospérité individuelle, communautaire et nationale ? Ces objectifs ne peuvent être atteints que par une éducation de qualité, sûre et inclusive pour tous.

Nous refusons d'ignorer les leçons tirées du COVID-19, des catastrophes climatiques, des conflits et d'autres crises qui perturbent l'éducation et mettent en péril les droits et la vie de millions de personnes. Nous refusons d'accepter un avenir dans lequel nos écoles pourraient être fermées, attaquées, voire détruites, les relations avec nos enseignants et amis perdues, et un accès inéquitable à l'éducation qui continue d'alimenter l'inégalité sociale – en particulier à caractère de genre, de handicap, ethnique et socio-économique – qui menace davantage la paix, la liberté et la stabilité.

Le prochain Sommet sur la transformation de l'éducation des Nations Unies fournit une occasion historique de s'attaquer à la crise de l'apprentissage et de renverser cette situation. Il est temps d'accélérer l'action pour offrir une éducation universelle, sûre et de qualité tout au long de la vie et de ne pas faire une nouvelle série de promesses vides aux enfants et aux jeunes les plus vulnérables du monde.

Nous, les parties prenantes mondiales de l'éducation, les organisations dirigées par les jeunes, les étudiants, les réfugiés et les enseignants, et d'autres qui interviennent sur les lignes de front de la protection de l'éducation contre les situations de crise, appelons à trois résultats que nous attendons du Sommet sur la transformation de l'éducation pour fournir un soutien intégral aux enfants dans les situations d'urgence et de crise. Sans ces résultats, nous craignons que le Sommet ne parvienne ni à transformer de manière significative l'éducation ni à soutenir la justice éducative pour les enfants et les jeunes les plus pauvres et les plus marginalisés du monde. Nous appelons les dirigeants et les décideurs à reconnaître l'ampleur de la crise de l'apprentissage et à agir d'urgence pour veiller à ce que des générations d'apprenants ne perdent pas leur droit à une éducation de qualité, à l'apprentissage tout au long de la vie et à un avenir prospère.

Nous défendons des actions concrètes et coordonnées pour une véritable transformation dans l'éducation et les secteurs connexes :



Transformation n° 1 : Réaliser des plans d'éducation résilients aux crises et des plans d'intervention humanitaire incluant l'éducation qui relie l'humanitaire, le développement et la paix

Lorsque des situations d'urgence et des crises surviennent, les dirigeants et les décideurs sont confrontés à un nombre écrasant de besoins concurrents qui peuvent souvent occulter la nature vitale de l'éducation. L'attention et les budgets sont généralement consommés par ce qui est traditionnellement considéré comme des besoins vitaux tels que la nutrition, la santé et la sécurité, sans se rendre compte du rôle interdépendant que l'éducation, les enseignants, les écoles, les parents et les élèves eux-mêmes jouent dans la satisfaction de ces besoins et le rétablissement de la stabilité. De plus, la disparition longue, lente et silencieuse qui découle du déni du droit à l'éducation est beaucoup moins visible mais potentiellement plus dévastatrice pour les individus, les communautés et les nations.

Dans le même temps, le secteur de l'éducation continue de souffrir d'un décalage et d'un manque de coordination entre la planification et la mise en œuvre de l'aide humanitaire et du développement. Alors que les situations d'urgence et les crises continuent de placer les nations à différents états du spectre entre la fragilité et la stabilité, la cohérence et la continuité entre les interventions humanitaires et de développement sont plus que jamais essentielles pour assurer des progrès réussis vers le rétablissement et la paix.

Pour répondre aux besoins des enfants dans les situations de crise, de conflit et de pauvreté et pour combler le lien entre l'aide humanitaire, le développement et la paix, il est essentiel de veiller à ce que les interventions d'urgence et la planification du secteur de l'éducation se renforcent mutuellement et soient alignées sur leurs efforts. Les gouvernements et les partenaires doivent :

- ➔ **Accorder la priorité et inclure la protection du droit à l'éducation dans tous les plans et interventions d'urgence et humanitaires en reconnaissant le rôle de sauvetage et de protection que joue l'éducation dans la résilience, l'atténuation des crises, les interventions d'urgence, la santé et le bien-être, la stabilité économique, le rétablissement, et la paix et la sécurité.**
- ➔ **Intégrer la réduction des risques de catastrophe, les mesures d'anticipation et les mesures de préparation aux situations d'urgence pour les crises à déclenchement rapide et lent, y compris le changement climatique, dans toute la planification du secteur de l'éducation.**
- ➔ **Assurer une approche intégrée entre les secteurs de l'humanitaire et du développement pour permettre une résilience à long terme face à la crise, y compris en développant un cadre stratégique entre Education Cannot Wait (ECW) et le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) afin de mieux soutenir la coordination au niveau national de la planification, de la programmation et du financement de l'éducation.**

Les caractéristiques essentielles des plans d'intervention humanitaire incluant l'éducation et des plans de développement de l'éducation résistants aux crises comprennent :

- La collaboration avec les enfants, les jeunes et les acteurs locaux, y compris les parents, les élèves, les enseignants, les chefs religieux et d'autres dirigeants et organisations communautaires qui sont souvent les premiers intervenants dans les situations d'urgence pour s'assurer que l'éducation répond à leurs besoins contextuellement différents.
- L'harmonisation de toutes les interventions d'urgence en matière d'éducation avec les plans nationaux existants et les objectifs et politiques à long terme.
- Le respect des dispositions relatives à l'éducation du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme et des instruments politiques, y compris la Déclaration sur la sécurité dans les écoles et le Cadre global de sécurité à l'école, afin de créer des environnements d'apprentissage sûrs et favorables.
- Une approche fondée sur l'intégralité de l'enfant et sur le cycle de vie, en commençant par la prise en charge et l'éducation de la petite enfance, comprenant au moins un an (ou plus ambitieusement deux ans) d'enseignement pré primaire et douze ans d'enseignement primaire et secondaire qui est gratuit, sûr, inclusif, transformateur de genre et de bonne qualité à tous les niveaux.
- Le développement holistique d'une gamme complète de connaissances, de compétences, d'attitudes et de comportements pour l'apprentissage tout au long de la vie, tout en assurant la littératie et le calcul de base.
- Le maintien en poste et rémunération ininterrompue d'enseignants et d'éducateurs qualifiés, et conditions de travail sûres et saines, y compris les enseignants réfugiés, ainsi que les possibilités de perfectionnement professionnel continu.
- La suppression des frais de scolarité, y compris pour les classes pré primaires, primaires et secondaires, ou l'octroi de subventions ou de transferts en espèces en période de crise où la gratuité de l'enseignement n'est pas encore assurée.
- Le soutien ciblé aux enfants, aux adolescents, aux jeunes et aux groupes marginalisés vulnérables, y compris les réfugiés, les enfants déplacés à l'intérieur de leur propre pays, les adolescents et les jeunes, les filles, les minorités et les enfants, les adolescents et les jeunes handicapés, y compris la pertinence culturelle et l'enseignement de la langue maternelle.
- La non-discrimination, notamment en permettant aux réfugiés et aux enfants, adolescents et jeunes déplacés d'accéder aux écoles et aux systèmes éducatifs du pays d'accueil et en permettant aux filles enceintes et aux mères adolescentes de poursuivre leurs études.
- Des solutions d'apprentissage à distance de haute, de basse et sans technologie pour garantir un accès ininterrompu à l'éducation dans tous les contextes, y compris l'accès à une connexion Internet abordable, accessible et fiable, à des appareils appropriés et à d'autres technologies de l'information et de la communication (TIC) en plus des manuels et autre supports imprimés.
- Des programmes d'éducation non formelle et communautaire lorsque les systèmes d'éducation formelle ne sont pas accessibles ou sont temporairement inopérants.
- L'accélération de l'apprentissage, programmes de rattrapage et cours de rattrapage non discriminatoires pour les enfants, les adolescents et les jeunes qui risquent de perdre temporairement l'accès à l'éducation ou de prendre du retard dans leur apprentissage.
- Des programmes de repas scolaires ininterrompus et extension d'autres protections sociales universelles axées sur l'enfant en temps de crise.
- Des dispositifs solides de signalement et de référence en matière de protection de l'enfant, en particulier pour atténuer la violence sexuelle et à base de genre ainsi que prévenir les grossesses précoces et les mariages d'enfants.
- Des programmes accessibles, abordables et culturellement sensibles pour la santé mentale, le soutien psychosocial et l'apprentissage social et émotionnel.



Transformation n° 2 : Créer des plates-formes de planification et d'intervention intersectorielles aux niveaux national et mondial pour obtenir un soutien intégral aux enfants

Les obstacles à l'éducation auxquels les enfants et les jeunes sont confrontés aujourd'hui ne sont pas seulement ceux à l'éducation – ce sont en outre des obstacles liés à des facteurs de la santé, de la nutrition, de la sécurité, de la protection et de l'économie. Ces obstacles sont souvent aussi causés par les inégalités, la pauvreté et la discrimination existantes, et de plus ils les renforcent. Comme on l'a constaté pendant la pandémie de COVID-19, les urgences et l'insécurité accrue exposent les filles, les apprenants handicapés et d'autres groupes vulnérables à un risque aggravé de violence sexuelle et à base de genre, de grossesse précoce et de mariage d'enfants. Les conflits et les crises introduisent ou exacerbent davantage les problèmes psychologiques et sociaux, la perte et la détresse des élèves et des enseignants, ce qui nécessite une santé mentale et un soutien psychosocial.

La crise mondiale de la faim menace l'éducation alors que les enfants et les enseignants se retirent de l'école ou, comme dans une grande partie de l'Afrique de l'Est, les écoles ferment en raison de la sécheresse. L'insécurité alimentaire conduit à des stratégies négatives d'adaptation des ménages comme le mariage d'enfants, le travail d'enfants, y compris l'exploitation et le travail dangereux, et même le recrutement dans des groupes armés. Si les élèves réussissent à rester à l'école, la faim affecte leur capacité à se concentrer et à apprendre. Pour les plus jeunes enfants dans leurs 1 000 premiers jours de vie où la nutrition est la plus critique, la faim menace la croissance fondamentale qui est essentielle à l'apprentissage tout au long de la vie et à la réussite ultime à l'âge adulte.

S'attaquer à l'injustice dans la vie entière d'un enfant nécessite des solutions intégrales, mais les structures de gouvernance traditionnelles organisées dans les ministères et départements d'exécution continuent d'être coincées dans des silos sectoriels aux niveaux national et mondial. Il est urgent d'adopter de nouvelles méthodes de travail pour atteindre le soutien intégral aux enfants et pour assurer le respect du droit à l'éducation de tous les enfants. Les gouvernements et les partenaires internationaux doivent :

- ➔ **Établir des groupes de travail interministériels nationaux, des cabinets, des comités ou d'autres plates-formes qui réunissent les ministères chargés des finances, de l'éducation, de la santé, de l'enfance, du travail, de la protection sociale, du genre, de l'eau, de l'environnement et / ou leurs équivalents pour une planification et une coordination conjointes pour le développement de la petite enfance et l'éducation dans les situations d'urgence.**
- ➔ **Élargir les processus de planification de l'éducation et des interventions d'urgence pour inclure la participation d'autres ministères d'exécution compétents.**
- ➔ **Établir et soutenir des partenariats locaux et mondiaux qui rassemblent des initiatives et des agences des secteurs de l'éducation, de la santé, de la protection sociale et de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (EAH).**



Transformation n° 3 : S'engager à des solutions de financement réelles pour rendre l'éducation gratuite pour chaque enfant

Plus de 70 ans se sont écoulés depuis que la Déclaration universelle des droits de l'homme s'est engagée en faveur d'une éducation gratuite et de qualité pour tous, mais elle est toujours hors de portée des enfants les plus pauvres et les plus marginalisés du monde. Continuer à ne pas réaliser ce droit humain fondamental alors que la richesse mondiale continue d'augmenter à des taux astronomiques, de 10 billions de dollars depuis que les Objectifs de développement durable ont été promis en 2015, constitue une mise en accusation alarmante de notre leadership moral et politique collectif.

Pendant les situations d'urgence et les crises prolongées, la suppression des frais et des obstacles financiers à l'éducation doit devenir une priorité encore plus élevée. Pour les élèves des écoles payantes, les difficultés financières pendant les situations d'urgence signifient souvent qu'ils sont incapables de poursuivre leurs études. Même dans les écoles gratuites, les coûts supplémentaires tels que les uniformes, les repas, les manuels et le transport peuvent facilement devenir un obstacle à la fréquentation. Par suite du COVID-19, de nombreux élèves n'ont pas pu retourner à l'école en raison des dettes encourues sur leurs frais de scolarité.

Cependant, les enfants et les jeunes ne sont pas les seuls à être endettés. De nombreux pays dépensent maintenant plus pour le service de la dette que pour l'éducation – des fonds qui pourraient autrement servir à fournir une éducation gratuite et de qualité. Que ce soit en raison de pratiques d'emprunt non viables, d'une mauvaise gouvernance ou de la crise économique mondiale actuelle, nous refusons de permettre aux enfants d'aujourd'hui de payer le prix.

L'éducation est un droit universel, et non un privilège, et elle doit être traitée comme telle. Aucun enfant ne devrait

être renvoyé de l'école en raison de l'incapacité de payer. Les gouvernements et les partenaires doivent s'engager à trouver des solutions financières prévisibles, flexibles et pluriannuelles qui fonctionnent réellement pour fournir une éducation gratuite et de qualité, y compris :

- **S'engager en faveur d'un nouveau pacte mondial pour le financement de l'éducation lors du Sommet sur la transformation de l'éducation qui comprend des mesures sur la dette pour tous les pays dépensant plus pour le service de la dette que pour l'éducation, ainsi que des réformes internationales pour aider les pays à accroître les recettes fiscales afin de financer davantage l'éducation.**
- **Allouer 4 à 6 % du PIB et 20 % des budgets nationaux à l'éducation et les protéger des coupes budgétaires en période de crise, et les engagements des donateurs d'au moins 0,7 % du RNB à l'aide au développement, dont au moins 15 % à l'éducation, et 10 % du financement humanitaire à l'éducation dans les situations d'urgence.**
- **Veiller à ce que les mécanismes de financement basés sur des subventions tels que Education Cannot Wait, le Partenariat mondial pour l'éducation et le Partenariat mondial pour mettre fin à la violence à l'encontre des enfants soient entièrement financés, y compris en engageant au moins 1,5 milliard de dollars à Education Cannot Wait lors de la Conférence de haut niveau sur le financement de l'éducation en situation d'urgence de février 2023.**

Approuvé par :

1. 100 Million Campaign
2. ActionAid International
3. Action for Development
4. Adventist Development and Relief Agency (ADRA)
5. AidBuild Africa
6. African Youth Organization for Development and Emergence
7. Albanian Coalition for Education (ACE)
8. All-Africa Students Union (AASU)
9. Amal Alliance
10. Anniekay Children Foundation Sierra Leone
11. Association d'Aide à l'Éducation de l'Enfant Handicapé (AAEEH)
12. AVSI Foundation
13. Beulah Future Leaders Foundation
14. Borgen Project
15. BRAC
16. Brazilian Campaign for the Right to Education
17. Campagna Globale per la Educazione
18. Campaña Mundial por la Educación (CME)
19. Childhood Education International (CEI)
20. Child Rights Centre Albania (CRCA)/End Child Prostitution in Asian Tourism Albania (ECPAT Albania)
21. Child Labor Coalition
22. Coalition Éducation
23. Congo Basin Youth For Climate
24. Delia Foundation
25. Educaid.be
26. Education Coalition of Zimbabwe
27. Education for All Coalition
28. Education for All Sierra Leone Coalition
29. Education International (EI)
30. Educators without Borders International
31. Educo
32. Elimu Yetu Coalition
33. Ethio Youth Opportunity
34. Family Health Options Kenya
35. Fédération Togolaise des Associations de Personnes Handicapées (FETAPH)
36. FHI 360
37. Finn Church Aid
38. Foro Dakar Honduras
39. Fraternity – International Humanitarian Missions (FIHM)
40. Future Resilience and Development Foundation (FRAD)
41. Girls Not Brides
42. Global Citizen
43. Global Campaign for Education
44. Global Campaign for Education – The Netherlands
45. Global Campaign for Education – United States
46. Globale Bildungskampagne
47. Global Students Forum
48. HakiElimu

49. Helpcode
50. Humanitarian and Development Partnerships International (HDPI)
51. Humanity & Inclusion
52. I CAN South Sudan
53. iFix Initiative (IFI)
54. Infinite Hope For Vulnerable Africa (IHFVA)
55. Initiative for Social and Economic Rights (ISER)
56. IT Specialists Without Borders
57. Japan NGO Network for Education (JNNE)
58. Jesuit Refugee Service (JRS)
59. Jijenge Youth Organisation
60. Light for the World
61. Lesotho Council of NGOs (LCN)
62. Malala Fund
63. Malaria Youth Army Champions
64. Mental Health and Psychosocial Support (MHPSS) Collaborative
65. National Association of Zazzau Students (NAZAS)
66. Network for Education Watch Indonesia (JPPI)
67. Norwegian Refugee Council (NRC)
68. NORCAP
69. Oxfam
70. Partners of the Americas (POA)
71. People in Need (PIN)
72. PDRC International (PDRCi)
73. Plan International
74. Raees Child Education Initiative – RCEI
75. RISE Institute
76. Rights for Disability Development Foundation (RDDF)
77. Rising Child Foundation
78. Send My Friend To School
79. Sesame Workshop
80. She's the First
81. Social Development International
82. Street Child
83. Two Lilies Fund
84. UN Girls' Education Initiative (UNGEI)
85. University Student Chamber (UNISC) International
86. Voluntary Service Overseas (VSO) International
87. War Child Canada, Holland and UK
88. We Choose You
89. WeWorld
90. World Vision International
91. Young Leaders Initiative Zimbabwe
92. Youth Royal Empowerment Organization

Références et informations supplémentaires

- 100 Million ["Youth & Student Activists Help Shape Development of New Global Campaign on Education in Emergencies"](#)
- Brave Movement ["Survivors' G7 Call to Action on Prevention, Healing, and Justice to End Childhood Sexual Violence"](#)
- Education Cannot Wait ["222 Million Dreams Campaign"](#) and ["Global Estimates: Number of Crisis-Affected Children and Adolescents in Need of Education Support"](#)
- Education Commission ["On the Road to the Transforming Education Summit and Beyond"](#)
- Education International ["The Transforming Education Summit: A Toolkit for Education Unions"](#)
- Geneva Global Hub for Education in Emergencies ["Education in Emergencies Financing in the Wake of COVID-19: Time to Reinvest to Meet Growing Needs"](#) and ["Ahead of the Transforming Education Summit: Education in Emergencies, The Cornerstone for SDG4 in Need of Urgent Action"](#)
- Global Affairs Canada ["Together with Youth: The Together for Learning Summit Outcome Document"](#)
- Global Alliance for Disaster Risk Reduction and Resilience in the Education Sector ["Comprehensive School Safety Framework 2022-2030 for Child Rights and Resilience in the Education Sector"](#)
- Global Campaign for Education ["Protect Education in Emergencies Now! Campaign"](#) and ["Protect Education in Emergencies Now!: A Call to Action to Ensure Transformative, Inclusive, Equitable and Quality Education and Lifelong Learning Opportunities for All in Emergency Contexts"](#)
- Global Campaign for Education Germany and G7 Education Advocacy Working Group ["G7 Call for International Cooperation to Protect Children's Right to Education in Emergencies and Crises"](#)
- Global Campaign for Education-United States, World Vision International, Global Campaign for Education Secretariat, 100 Million, UN Girls' Education Initiative, and Send My Friend To School ["Transforming Education to Protect Children's Right to Education in Emergencies and Crises Virtual Roundtable Outcome Report"](#)
- Global Coalition to Protect Education from Attack ["Safe Schools Declaration"](#)
- Global Partnership for Education ["Ministerial Communiqué on Transforming Education at Scale"](#) and ["A To-Do List from Youth for World Leaders: Transform Education"](#)
- Global Partnership to End Violence Against Children ["Safe to Learn Essay Collection: New Ideas and Solutions to End Violence in and around Schools"](#)
- Human Rights Watch ["A Call to Expand the International Right to Education"](#)
- Moving Minds Alliance ["The Developing Brain in Crisis Contexts"](#)
- Refugee Education Council ["Vision for the Education of Refugee and Displaced Learners: A Manifesto"](#)
- Save the Children UK ["Fixing a Broken System: Transforming Global Education Financing"](#)
- School Meals Coalition ["School Meals Programmes Serve as Platforms to Enable a More Holistic Approach to Child Well-Being Through the Integration of Education, Health, and Social Protection"](#)
- Theirworld ["Let Me Learn Campaign"](#) and ["Theirworld GYAs' Youth Statement"](#)
- UN Girls' Education Initiative and UNESCO International Institute for Educational Planning ["Freetown Manifesto for Gender-Transformative Leadership in Education"](#)
- UNESCO ["Transforming Education Together for Just and Sustainable Futures: Statement from the International Commission on the Futures of Education"](#)
- UN Transforming Education Summit ["Thematic Action Track 1 on Inclusive, Equitable, Safe and Healthy Schools Discussion Paper"](#), ["Thematic Action Track 3 on Teachers, Teaching and the Teaching Profession Discussion Paper"](#), and ["Thematic Action Track 5 on Financing of Education Discussion Paper"](#)
- World Food Programme ["School Feeding Day: How Meals Offer a Route to Education...and a Way Out of Hunger and Inequality"](#)
- World Vision International, Oxfam, and Global Campaign for Education ["Transforming Education to Protect Children's Rights in Emergencies and Crises: An Appeal for Global Action"](#)

Cet appel à l'action a été développé par World Vision International, 100 Million, et la Campagne mondiale pour l'éducation – États-Unis avec le soutien de l'Education Cannot Wait Acceleration Facility.